



## **Pas d'expulsion sans solution !**

Depuis plus de 5 ans, le gouvernement a la volonté de résorber les bidonvilles (circulaire janvier 2018). Nous ne pouvons que nous en féliciter. Cependant, nous devons constater que des paroles aux actes, il y a un grand décalage.

Ce jour (27 octobre 2023), sur le territoire nantais, un terrain risque d'être expulsé.

Ironie du sort, ce petit groupe de personnes Roms, installé dans le quartier Malakoff depuis 5 ans, signalé depuis 4 ans, autorisé à y rester en 2021, aurait dû se voir proposer des solutions.

Ce qui avait été envisagé par les élus de la Ville aurait dû se concrétiser : la stabilisation du terrain avec un suivi différencié et profitable à chaque famille est une étape avant l'accès à un logement. Un contrat d'occupation aurait dû être finalisé, concrétisant droits et devoirs des parties signataires et permettant une vie plus ordinaire en toute légalité.

Les enfants sont scolarisés dans les écoles du quartier. Des équipes de médiateurs les soutiennent dans l'obligation scolaire. « L'instruction est obligatoire pour tous les enfants français et étrangers à partir de 3 ans jusqu'à 16 ans ». Les familles ont toutes un emploi, ainsi, une réelle socialisation s'opère au quotidien. Ces ménages peuvent donc prétendre à un logement.

Le cas précis de ce terrain nantais « Révolution des Œilletts » est assez exemplaire de l'incohérence de ce qui a été entrepris pour une éventuelle stabilisation. Si des impondérables se sont présentés, pourquoi ne pas intervenir directement sur ceux-ci, pour ne pas pénaliser la majorité des ménages qui espérait cette réelle stabilisation ?

Quid de la concertation citoyenne puisque les parents d'élèves avaient eu l'assurance que dans le projet de construction de la nouvelle école, il serait tenu compte des habitants de ce bidonville et que la mairie s'engageait à trouver des solutions ???

Le Collectif Romeurope réaffirme avec force qu'une expulsion doit s'accompagner de solutions pérennes. De la part du Collectif, ce n'est pas un slogan ! Il s'agit bien de l'existence de personnes légitimes sur le territoire français. Les expulsions à répétition ne font qu'aggraver la précarisation de ces familles : déscolarisation des enfants, éloignement des lieux de travail, réadaptation dans un nouveau lieu de vie, etc.

De plus, il demande que les solutions envisagées par les pouvoirs publics, n'entravent pas les efforts et le parcours d'insertion entrepris par ces personnes ! Il réitère sa demande d'un véritable accompagnement social, permettant aux habitants de mieux comprendre les méandres de nos dédales administratifs. Il redit sa volonté de contribuer à ces solutions, dans la légalité et le respect des droits humains.

UN TOIT C'EST UN DROIT : PAS D'EXPULSION SANS SOLUTION

L'INSTRUCTION EST OBLIGATOIRE : L'ECOLE EST UN DROIT

**Contacts** : *Jeanne Gantier 06 78 81 34 12 - Yannick Voisin 06 73 82 99 18*

*Le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise est composé :*

- *d'associations de défense des Droits de l'Homme : LDH, MRAP, GASPROM-ASTI*
- *d'associations humanitaires : Médecins du Monde, CIMADE, CCFD-Terre Solidaire*
- *d'associations d'éducation populaire : Ligue de l'Enseignement-FAL 44, CEMEA*
- *d'associations de solidarité : Roms Indre, Soleil rom Ste-Luce; SOLIDAROM Rom St-Herblain, Ame Sam Rezé, Solidaroms Vigneux, Treillières Solidaire, Avec Carquefou, Action Solidaire Orvault, Solida-Roms-Bouguenais, Association Solidaire Roms Nantes Est, Citoyens Solidaires Montaigu, Solidarité Nantes centre, Cell'Accueil, ADIS Sautron, Fraternité couëronnaise, Roata Nantes, CFR 295, Une Famille Un Toit 44, Les Forges Médiation*
- *ainsi que de citoyens.*

*Il est indépendant de tout parti politique et non confessionnel.*